

Michel
Winock

Nationalisme,
antisémitisme et
fascisme en France

NOUVELLE ÉDITION AUGMENTÉE

POINTS



HISTOIRE

Table des matières

<i>Nationalisme ouvert et nationalisme fermé</i>	3
Le nationalisme républicain	4
Le nationalisme conservateur	7
Le moment Dreyfus	8
L'Union sacrée	11
Déclin et contradictions	16
Révolution nationale et France libre	18
Métamorphoses	21
Nationalisme ouvert, nationalisme fermé	22
<i>Notes</i>	25

Nationalisme ouvert et nationalisme fermé

Au lendemain des élections législatives de 1902, qui ont été remportées par le Bloc des gauches, Charles Péguy écrit, dans les Cahiers de la Quinzaine :

« Les élections ont prouvé que la poussée nationaliste est beaucoup plus compacte, beaucoup plus dense, beaucoup plus serrée, beaucoup plus carrée qu'on ne s'y attendait. Les querelles individuelles des principaux antisémites et des principaux nationalistes ne peuvent nous masquer le danger antisémite et nationaliste. Au contraire, si les partis nationalistes, aussi mal conduits par des chefs rivaux, ont obtenu pourtant les résultats que nous connaissons, qui ne voit qu'il faut que ces partis aient à leur service des passions compactes dans des masses compactes. On ne fabrique pas par stratagème, artifice, des mouvements aussi étendus, aussi profonds, aussi durables »

Ce mot nationaliste, que l'on trouve sous la plume d'un écrivain qualifié lui-même, une dizaine d'années plus tard, de « nationaliste », est d'usage récent. Les dictionnaires donnent l'année 1798 comme date de son apparition, mais tout au long du XIX^e siècle, il n'est qu'un mot savant et oublié, que Littré ignore dans son grand dictionnaire élaboré sous le Second Empire. C'est dans les dix dernières années du siècle que cet adjectif -et le substantif qui lui est lié -va servir à désigner une tendance politique que l'on classe nettement à droite, et même à l'extrême droite. Son introduction semble être redevable à un article de Maurice Barrès, dans *Le Figaro*, en 1892

Au demeurant, dans notre langage, les mots « nationalisme » et « nationaliste » sont ambivalents. Le même terme, en effet, sert à caractériser deux mouvements historiques, tant successifs, tant simultanés. D'abord, le nationalisme des peuples qui aspirent à la création d'un État-nation souverain -c'est ce qu'on appelle aussi parfois le mouvement nationalitaire, dont l'aboutissement en Europe a correspondu aux traités qui concluent la Première Guerre mondiale et achèvent la destruction des grands empires ; au XX^e siècle, ce mouvement nationalitaire, qu'on appellera désormais nationaliste, est principalement le fait des peuples colonisés: l'accès à l'indépendance des États du « tiers monde » en a été le résultat. Cependant, le même mot nationalisme est pratiqué, depuis l'affaire Dreyfus surtout, pour étiqueter les diverses doctrines qui, dans un État constitué, subordonnent tout aux intérêts exclusifs de la nation, de l'Etat-nation, à sa force, à sa puissance, à sa grandeur.

En principe, la France n'a pu connaître que ce nationalisme du second type, puisque, depuis longtemps, son unité et sa souveraineté étaient acquises. Mais la réalité n'est pas si simple,

car le mouvement nationalitaire qui brasse et reconstruit l'Europe tout au long du XXe siècle, on peut dire que la France, que la Révolution française, y ont -directement ou indirectement- contribué. L'idée nationale s'est, à la fin du XVIIIe siècle, confondu avec la poussée démocratique. Le « Vive la nation ! » des soldats de Valmy, au moment où l'on allait fonder la première République, en septembre 1792, ce cri-là signifiait non seulement un élan patriotique repoussant les armées étrangères ; il affirmait aussi la liberté et l'égalité du peuple souverain. A l'Europe des dynasties, il opposait l'Europe des nations ; à l'Europe des monarques, l'Europe des citoyens.

Ainsi, avant la lettre, la France a connu un nationalisme, un nationalisme de gauche, républicain, fondé sur la souveraineté populaire, et appelant les nations asservies à se délivrer de leurs chaînes. Ce nationalisme a sa propre histoire. Mais, entre ce nationalisme des « patriotes » et le nationalisme des « nationalistes » (ceux qui assumèrent le mot, Barrès, Déroulède, Maurras, et tant d'autres), il serait erroné d'imaginer une cloison étanche qui les isolerait l'un de l'autre. Entre ces deux mouvements, on observe des passages, des convergences, voire des compromis.

Le nationalisme républicain

Tout commence avec la Révolution française. Celle-ci proclamait, dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : « Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément » (art. 3). Ainsi parlant, la Constituante déplaçait la source de la légitimité, du souverain héréditaire au peuple français dans son ensemble : la monarchie d'Ancien Régime, en attendant la monarchie tout court, était abolie. La loi devait être l'expression de « la volonté générale ». En bonne logique, cette souveraineté nationale impliquait l'idée d'indépendance nationale. Qu'était-ce qu'une nation ? Non pas le rassemblement hasardeux de populations sous le sceptre d'une dynastie qui, au gré des guerres et des stratégies matrimoniales, en variait la dimension et la composition. La Nation était elle-même le résultat d'une volonté générale. Ainsi, la fête de la Fédération, le 14 juillet 1790, posait le principe d'une cohésion volontaire des Français dans une communauté nationale -y compris de ceux qui, selon la loi ancienne, dépendaient de souverains étrangers : le pape, pour les Avignonnais (le comtat Venaissin fut rattaché à la France en 1791) ; les princes possessionnés d'Allemagne, pour les Alsaciens. Face à l'Europe dynastique, protestant contre ces principes nationaux, Merlin de Douai répliquait, le 28 octobre 1790, à l'Assemblée nationale :

« Aujourd'hui que les rois sont généralement reconnus pour n'être que les délégués et les

mandataires des nations dont ils avaient jusqu'à présent passé pour les propriétaires et les maîtres, qu'importent au peuple d'Alsace, qu'importent au peuple français les conventions qui, dans les temps du despotisme, ont eu pour objet d'unir le premier au second ? Le peuple alsacien s'est uni au peuple français, parce qu'il l'a voulu »

En germe, cette volonté-là annonçait le bouleversement de la carte politique de l'Europe : la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est l'idée révolutionnaire qui va redessiner toutes les frontières. Le mouvement nationalitaire, qui va se répandre et embraser le continent en 1848, a d'abord confondu le principe des nationalités et le principe démocratique. Le nationalisme de la France républicaine avait vocation universelle : « Le Dieu des nations a parlé par la France », s'exclame Michelet.

La nation ? Les constituants lui donnaient encore une définition abstraite, juridique. Mais les poètes et les historiens, dont Michelet a été sans doute le plus marquant, ont, tout au long du XIX^e siècle, enrichi d'un contenu affectif le principe de nation française, transfiguré son histoire en destin, et pourvu le culte patriotique d'une mythologie : celle d'un peuple élu.

Nul mieux que Michelet n'a réussi à conjuguer l'amour de la France, l'amour charnel de la terre française, l'amour spirituel d'une « âme » française, avec l'amour universel de l'humanité :

« Cette nation, écrit-il dans *Le Peuple*, a deux choses très fortes que je ne vois chez nulle autre. Elle a à la fois le principe et la légende, l'idée plus large et plus humaine, et en même temps la tradition plus suivie .

» Cette tradition, c'est celle qui fait de l'histoire de France celle de l'humanité. En elle se perpétue, sous forme diverse, l'idéal moral du monde [...], le saint de la France, quel qu'il soit, est celui de toutes les nations, il est adopté, béni et pleuré du genre humain. »

Matrice de la révolution universelle, « fraternité vivante », la France est une « religion ». Les autres nations ont leur légende, elles aussi, mais ce ne sont que des « légendes spéciales », au lieu que « la légende nationale de France est une traînée de lumière immense, non interrompue, véritable voie lactée sur laquelle le monde eut toujours les yeux ».

Le nationalisme républicain, dès les origines, déclarait la paix au monde, mais se tenait prêt à affronter les tyrans, les armes à la main. L'amour révolutionnaire du genre humain ne se confondait nullement avec le pacifisme : la patrie en danger, la levée en masse, les soldats de l'An II (chantés par Victor Hugo), les paroles mêmes de *La Marseillaise*, autant de souvenirs et de mots martiaux qui s'attachent à la mémoire révolutionnaire, et qui se nourrissent aussi

bien de l'imagination populaire que des doctrines de la gauche française

La Commune de Paris, qui se dresse en mars 1871 contre le gouvernement des « ruraux », a été largement due à la frustration patriotique éprouvée par les républicains et les révolutionnaires de la capitale, pendant et à l'issue du siège de Paris. C'était alors l'extrême gauche -jacobine, blanquiste, voire socialiste -qui faisait montre de « nationalisme », contre un gouvernement réputé avoir failli à sa mission de défense nationale. La lutte de la Commune contre « Versailles » fut, dans une large mesure, une guerre de substitution; la guerre civile, l'avorton de la guerre nationale.

La défaite de 1871 et l'amputation des départements alsaciens et lorrain entretiennent, pendant une vingtaine d'années, un esprit de revanche sur l'Allemagne, une fièvre de patriotisme endémique, dont l'œuvre des fondateurs de la IIIe République n'est pas épargnée. Léon Gambetta, qui s'était illustré durant la guerre franco-allemande par son inlassable énergie à soulever la province contre l'envahisseur, devient, la paix signée, le leader d'un parti républicain qui, de place en place, de discours en discours, réaffirme l'impératif patriotique et paie sa part à la légende nationale:

« Mais, s'exclame-t-il à Thonon, le 29 septembre 1872, il n'y a pas que cette France glorieuse, que cette France révolutionnaire, que cette France émancipatrice et initiatrice du genre humain, que cette France d'une activité merveilleuse et, comme on l'a dit, cette France nourrice des idées générales du monde ; il y a une autre France que je n'aime pas moins, une autre France qui m'est encore plus chère, c'est la France misérable, c'est la France vaincue et humiliée »

Appelés à reconstruire cette France vaincue, les fondateurs de la nouvelle République veilleront à consolider le ciment national. Leur œuvre scolaire, notamment, assurera une véritable pédagogie nationaliste : l'histoire, la géographie, la morale et l'instruction civique, les leçons de choses, tout doit contribuer à tremper l'âme nationale ; entretenir le souvenir des provinces perdues, développer l'usage de la langue française au détriment des « dialectes » et « patois » (œuvre reprise de la Révolution et de l'abbé Grégoire), animer le culte des héros nationaux ... On songe même, un moment, à une préparation de guerre enfantine : en 1882, trois ministres (Guerre, Instruction publique, Intérieur) cosignent un décret visant à généraliser les bataillons scolaires, dont l'expérimentation avait eu lieu deux ans plus tard à Paris, dans le Ve arrondissement. L'armée et l'école vont collaborer pendant quelques années à l'enrégimentement partiel de la jeunesse. Cette tentative se révèle un échec au bout d'une

dizaine d'années, mais on voit que l'idée de mobilisation enfantine est antérieure aux régimes totalitaires : c'est dans une république parlementaire qu'elle fut conçue.

La préparation à la guerre -fût-elle une guerre défensive -visait ensemble la mise en condition des esprits et l'entraînement des corps. C'est un ami de Léon Gambetta, Paul Déroulède, qui fonde, en 1882, pour cette « préparation des forces vengeresses » -selon son expression -la Ligue des patriotes. Une ligue qui veut être apolitique et toute tendue vers le conditionnement moral et physique de la revanche : société de gymnastique, de tir au fusil, armée de réserve, la Ligue des patriotes devait être à l'armée ce que la Ligue de l'enseignement est à l'Ecole : une inspiratrice, une alliée, un instrument de propagande. Cependant, dès 1886, l'apolitisme déclaré de la Ligue est mis au rancart : Déroulède fait son entrée dans l'arène politique. Moment de rupture : le boulangisme annonçait un nouveau nationalisme, celui-là d'opposition et de droite . La ligne bleue des Vosges n'en était plus le seul horizon : le Palais-Bourbon et l'Elysée devenaient l'enjeu prioritaire.

Le nationalisme conservateur

Paul Déroulède a précisé le moment charnière où son action est devenue une action politique d'opposition . Dans un discours qu'il a fait lire lors d'un meeting, le 23 mai 1901, le fondateur de la Ligue des patriotes explique :

« C'est en 1886, à Buzenval, au milieu des drapeaux rouges criminellement déployés sur la tombe de nos soldats, et cela en présence et avec l'approbation de certains députés, que j'ai compris pour la première fois dans quel état d'anarchie nous étions tombés et que, pour la première fois, j'ai déclaré qu'avant de libérer l'Alsace et la Lorraine, il fallait libérer la France»

Nous saisissons sur le vif le moment de transition qui voit le passage d'un nationalisme à l'autre. La présence de drapeaux rouges à une cérémonie militaire (commémoration d'une bataille de la dernière guerre) en est-elle la raison, le prétexte ou le déclic ? Toujours est-il que Déroulède fixe bien la nouvelle hiérarchie des devoirs : l'ordre intérieur d'abord, la revanche extérieure après ! Le régime parlementaire, voilà l'ennemi ! L'année suivante, les débuts du boulangisme offrent à Paul Déroulède la solution politique recherchée : la république plébiscitaire doit remplacer la république parlementaire.

Ne faisons pas, toutefois, du boulangisme un simple accès de fièvre nationaliste. Au cours des trois années (1887-1889) pendant lesquelles le mouvement se développe, jusqu'à son acmé, lors de l'élection législative partielle à Paris, en janvier 1889, puis décline et s'effondre, le boulangisme est devenu un mouvement d'opinion d'une riche complexité, où concourent

les « patriotes » de Déroulède, des radicaux désireux d'en finir avec la république opportuniste, des socialistes rêvant d'une révolution sociale, des bonapartistes et les monarchistes manigancant à qui mieux mieux en vue d'une restauration ... Bref, un mouvement d'opinion nourri, de l'extrême gauche à l'extrême droite, de tous les mécontentements de l'heure, se cristallise sur un général à cheval et sur un programme laconique -Dissolution, Révision, Constituante -, suffisamment vague pour laisser à chaque clan ses espoirs et autoriser ses calculs. Pot-pourri où chacun reconnaîtra les siens jusques et y compris les antécédents du fascisme

Pour ce qui nous concerne ici, il n'est pas douteux que le boulangisme si hétéroclite a été le creuset d'un nouveau nationalisme, qui ne prendra vraiment son nom qu'une dizaine d'années plus tard et qui est mû par un impératif prioritaire : le changement de régime, l'instauration d'un pouvoir personnel, directement appuyé sur la volonté nationale. L'échec même du boulangisme aura pour effet de fixer à droite le mouvement nationaliste. Après 1889, l'espoir des restaurations s'est effondré ; en 1892, le pape conseille aux catholiques français de se rallier à la République. Le mouvement nationaliste va se trouver renforcé et décanté par ses clientèles droitières : une véritable doctrine « nationaliste » (puisque désormais le mot se répand avec l'aide des théoriciens de la nouvelle école) est élaborée et diffusée, l'affaire Dreyfus en étant le stade paroxystique. « Véritable doctrine » est trop dire. Il vaudrait mieux parler d'ensemble doctrinal, auquel divers esprits ont apporté leur écot sans trouver une commune solution politique, même si l'adversaire -la république parlementaire -leur était commun. Ce nationalisme antidreyfusard regroupe, en effet, sans les confondre complètement, ceux qui viennent de la Révolution et ceux qui viennent de la contre-Révolution.

Le moment Dreyfus

Paul Déroulède fait partie du premier groupe. Retrouvant son élan au cours de l'affaire Dreyfus, la Ligue des patriotes a mobilisé, en particulier à Paris, une bonne fraction de la clientèle républicaine. L'attitude résolument « putschiste » de son chef vaut à celui-ci l'exil. Hostile à « la comédie parlementaire », Déroulède ne s'en dit pas moins l'adversaire d'une dictature et préconise une république plébiscitaire et populaire, à la tête de laquelle le chef de l'Etat, émancipé de « l'oppressive tutelle des deux Chambres », serait « le premier des représentants du peuple ». Dans la mouvance de la Ligue, on retrouve un certain nombre d'ex-révolutionnaires, une ancienne extrême gauche, soit issue des rangs blanquistes, soit influencée par Rochefort. Les éditoriaux de celui-ci dans *L'Intransigeant* amènent à la cause

nationaliste un petit peuple -parisien surtout -volontiers anticlérical, sans.culotte, dont les aînés ont pu faire le coup de feu au temps de la Commune.

Autre élément : la composante antisémite. A vrai dire, l'antisémitisme baigne l'ensemble du mouvement nationaliste : de Déroulède à Maurras, de Rochefort à Barrès, la dénonciation de « l'invasion juive » est de toutes les salives. Encore faut-il distinguer des organes et des structures proprement antisémites. Côté journaux, La Libre Parole d'Edouard Drumont, et les diverses éditions parisiennes et régionales de La Croix des Pères assumptionnistes. Pour le reste, signalons seulement la Ligue antisémitique, lancée par Drumont, dirigée avant sa mort par le marquis de Morès, reprise enfin par Jules Guérin, qui la transforme en « Grand Occident de France » appellation dérisoire visant la franc-maçonnerie, communément assimilée à la « juiverie ». Substitut de l'ennemi extérieur, le Juif est appelé par la mythologie des antisémites à figurer, à l'intérieur, l'ennemi nécessaire contre lequel il devient plus facile d'assurer la cohésion nationale.

Au cours de l'affaire Dreyfus, le nationalisme rallie aussi à sa cause une bonne partie des gens en place, l'establishment des arts et des lettres, ainsi qu'en témoigne le succès de la Ligue de la patrie française. Autant les deux ligues précédentes -celle de Déroulède, celle de Guérin -recrutent dans les couches populaires, autant celle-ci dans le Bottin mondain. Elle est créée à la fin de l'année 1898, en protestation contre les intellectuels dreyfusards : académiciens (François Coppée, Jules Lemaître, Paul Bourget, et une vingtaine d'autres), membres de l'Institut, artistes en vogue (Degas, Renoir, Caran d'Ache, Forain ...), pétitionnent pour l'Armée, mise en cause. Mais trop mondaine et conservatrice pour être dangereuse, la Ligue de la patrie française ne survit pas à l'affaire Dreyfus

Cependant, c'est un des noms les plus illustres de la Ligue de la patrie française, Maurice Barrès, qui s'impose comme l'une des deux « têtes » (l'autre étant Charles Maurras) du nationalisme conservateur. Barrès, qui n'a pas l'esprit de système, offrira au nationalisme un art poétique. Ses romans (Les Déracinés, L 'Appel au soldat, etc.), ses Cahiers, constituent une somme nationaliste, où l'on repère bon nombre d'idées de son époque, mais traitées par une âme sensible, un esthète, qui s'entend à les émailler de formules imagées¹⁴•

Il est convenu d'opposer le syncrétisme de Barrès (qui intègre notamment dans sa vision nationale la Révolution de 1789) au monarchisme sec.taire de Maurras. Pourtant, le nationalisme de Barrès est, dans son fondement, aux antipodes du nationalisme républicain. Celui-ci s'appuie sur l'idée d'une nation conçue comme le produit d'une volonté générale.

Celui-là, sur un non-vouloir catégorique : « Le nationalisme, écrit Barrès, c'est l'acceptation d'un déterminisme » Paradoxe : Barrès et tant d'autres nationalistes conservateurs, trempés d'antigermanisme, récusent la définition française de la nation, au profit de l'allemande, dans laquelle l'inconscient submerge la volonté ou le consentement. Là-dessus, du reste, il arrive à Barrès de se contredire, et ce n'est pas par rigueur théorique qu'il va exercer une influence, profonde, sur plusieurs générations (d'écrivains notamment), mais davantage par son sens de la formule, de la métaphore, de l'évocation. Avec lui, le nationalisme a perdu les abstractions révolutionnaires. Anti-intellectualiste, il fonde sa passion du Moi national sur le culte de la Terre et des Morts, et entonne l'hymne de l'enracinement. Avec lui, loin des grands horizons, récusant la dimension universelle, le nationalisme se rétracte dans son pré carré. C'est un chant d'angoisse, au cœur de la décadence, en l'honneur d'une France menacée de décomposition. L'appel à l'« énergie », qu'il réitère de livre en livre, prend des accents crépusculaires, hanté qu'il est par l'œuvre de la mort : « Mon sentiment de la mort et ce grouillement des vers dans un cadavre qui est toute ma vie secrète »

La première vague nationaliste, le boulangisme, avait porté Barrès le romantique ; la deuxième vague, celle de l'antidreyfusisme, a offert au nationalisme français son doctrinaire positiviste, Charles Maurras. Celui-ci a dénoncé dans l'affaire Dreyfus un complot étranger, visant à dissoudre la communauté nationale avec ses deux garants : l'Année et l'Eglise. Radicalement pessimiste sur la nature humaine, selon la tradition contre-révolutionnaire, il ne croit possible la cohésion sociale qu'au moyen de solides cadres institutionnels : la famille, les corporations professionnelles, l'Eglise catholique, un État unifié. D'abord républicain, sans foi religieuse, faisant de la patrie un primat exclusif, Maurras induit du nationalisme la solution politique enfin trouvée : la restauration monarchique. Royalisme raisonné, sans contenu affectif ou métaphysique : « A d'autres, dit-il, le vieux droit divin, solennelle sottise des courtisans inintelligents du passé »

La pensée maurrassienne qui s'élabore au cours de l'affaire Dreyfus et dans les années suivantes marque une coupure dans l'histoire du nationalisme. En un sens, cette pensée en est un achèvement : par la force de ses constructions logiques autant que par l'efficacité de ses démolitions, Maurras dote le nationalisme d'une rigueur théorique sans précédent. Qui plus est, faisant école, Maurras met en place un remarquable dispositif pédagogique et politique, de longue portée : la Ligue d'Action française (1905), l'Institut l'Action française (1905), la transformation de la Revue de l'Action française (1899) en journal quotidien, L'Action française (1908), le service d'ordre des Camelots du roi, etc. Bref, un foyer

rayonnant sur plusieurs générations successives. En même temps, l'hégémonie intellectuelle de Maurras sur le courant nationaliste va tarir celui-ci. Car la pensée de Maurras est une pensée exclusive. Cet écrivain qui ne veut entendre que la raison des faits (« se soumettre aux faits ») élimine résolument du patrimoine français et de la richesse nationale tout ce qui est étranger à son classicisme : la Révolution et tout ce qui s'ensuit, les protestants, les Juifs, les francs-maçons, les « métèques » (les « Quatre Etats confédérés ») ... C'est à la hache que Maurras reconstruit la France de ses vœux, préférant l'abstraction de son système aux réalités concrètes de son temps et introduisant dans le nationalisme un esprit d'orthodoxie et un sectarisme qui ajouteront à ses divisions et contribueront à son impuissance.

Quoi qu'il en soit, dans les premières années du XXe siècle, un nationalisme conservateur a achevé de se constituer : l'antidreyfusisme en a été le ressort initial et le principe unifiant. Même si des adeptes de celui-ci s'y retrouvent, il diffère profondément du nationalisme républicain, enfant d'une nation jeune, expansive et missionnaire, marqué par la foi dans le progrès et la fraternité des peuples. Au contraire, le nationalisme conservateur, invariablement pessimiste, joue dans une chapelle ardente aux dimensions hexagonales le grand air de la décadence. La France est menacée de mort, minée de l'intérieur, à la fois par ses institutions parlementaires, par les bouleversements économiques et sociaux (où l'on dénonce toujours « la main du Juif »), la dégradation de l'ancienne société, la ruine de la famille, la déchristianisation... Toutes tendances confondues, ce nationalisme mortuaire en appelle à une résurrection : restauration de l'autorité étatique, renforcement de l'Armée, protection des anciennes mœurs, dissolution des facteurs de division ... A des doses variables, la xénophobie, l'antisémitisme, l'antiparlementarisme, sont diffusés en des styles appropriés à chacun des publics visés. A côté des crispations d'une France vaincue -celle qui, au fond, n'a jamais accepté le régime républicain issu de la Révolution -, on ne doit pas oublier les colères d'une France déçue -celle d'un peuple qui prête d'autant plus l'oreille à ses nouveaux tribuns qu'il n'a rien reçu de cette République, trop bourgeoise, dans laquelle il avait placé tant d'espérance. C'est la conjonction de la France vaincue et de la France déçue qui donne son sens au propos de Péguy que nous rappelions plus haut : oui, le nationalisme était devenu un mouvement profond, un mouvement de masse.

L'Union sacrée

Cependant, l'opposition des deux nationalismes, celui de droite et celui de gauche, devait s'affaiblir à partir du moment où le Reich de Guillaume II, menant une agressive Weltpolitik, prend, en 1905, la figure d'un danger, non plus théorique, mais concret, immédiat, et mortel,

lors du voyage du Kaiser à Tanger. Cette année-là, le nationalisme français entre dans une nouvelle phase : celle d'une convergence entre républicains et conservateurs, qui s'achève en « Union sacrée », en ao 1914. Autant le nationalisme des premières années du siècle est obnubilé par les affaires intérieures, autant les relations internationales deviennent, à partir de 1905, et progressivement, le facteur décisif d'une passion nationale dont la tonalité a changé.

Pour illustrer ce mouvement de convergence, on peut retenir le cas de Péguy. Certes, Charles Péguy, en raison des contradictions qu'on lui a reprochées, ne représente que lui-même. Et pourtant, son attitude, son évolution, témoignent d'un changement d'esprit dont il n'a pas le monopole, même s'il l'exprime mieux que d'autres. Péguy avait été un dreyfusard militant, un socialiste, un républicain laïque. De 1905 à 1914, sans jamais renier ni son dreyfusisme ni son républicanisme, il se place sur des positions de plus en plus hostiles au parti socialiste, tout en manifestant sa nouvelle foi catholique. Péguy devient-il nationaliste ? Non, il l'a toujours été. Mais, à partir de 1905, son nationalisme républicain se trouve en contradiction avec les idées et les pratiques de sa propre famille politique -celle du socialisme français. Déjà le socialisme parlementaire de Jaurès, alliance du socialisme et du combisme, la décomposition du dreyfusisme en politique politicienne, avaient rendu sévère Péguy à l'endroit de ses amis socialistes. Mais la crise de Tanger aggrave sa critique et consomme sa rupture.

Le 31 mars 1905, Guillaume II, lors de sa visite éclair et théâtrale à Tanger, remet en cause le récent accord franco-britannique sur le Maroc, déclarant : « C'est au sultan du Maroc, souverain indépendant, que je fais ma visite, et j'espère que, sous sa haute souveraineté, un Maroc libre sera ouvert à la concurrence pacifique de toutes les nations, sans monopole de toute sorte. » L'émoi que provoque ce défi germanique à la France, la crise qui s'ensuit (la démission de Delcassé du Quai d'Orsay, le compromis d'Algésiras en 1906, lequel, tout en confirmant l'indépendance de l'empire chérifien, reconnaissait à la France des droits spéciaux au Maroc.) déclenchent la crainte d'une guerre imminente.« Ce fut une révélation», dira Péguy. Le 18 juin 1905, Clemenceau, autre dreyfusard, écrit dans L'Aurore: « Etre ou ne pas être, voilà le problème qui nous est posé pour la première fois depuis la guerre de Cent Ans par une implacable volonté de suprématie. Nous devons à nos mères, à nos pères, et à nos enfants de tout épuiser pour sauver le trésor de vie française que nous avons reçu de ceux qui nous précédèrent et dont nous devons rendre compte à ceux qui suivront. » La prescience d'une menace mortelle pour la France, c'est dans tous les partis et dans toutes les

familles politiques qu'on en trouve la marque -et son corollaire, le désir d'un renforcement national.

Peu à peu, Péguy se sépare de la gauche. Notamment de cette gauche socialiste, ou un Gustave Hervé défraie la chronique antimilitariste et que ménage Jaurès. A Leur Patrie d'Hervé, il oppose Notre Patrie, livre dans lequel il renouvelle l'expression du nationalisme révolutionnaire. Ligne qu'il défend encore en 1913, alors que s'en prenant à Jaurès qu'il traite, entre autres injures, de « volumineux poussah », il affirme : « En temps de guerre, en République, il n'y a plus que la politique de la Convention nationale. Je suis pour la politique de la Convention nationale contre la politique de l'Assemblée de Bordeaux, je suis pour les Parisiens contre les ruraux, je suis pour la Commune de Paris, pour l'une et l'autre Commune, contre la paix, je suis pour la Commune contre la capitulation, je suis pour la politique de Proudhon et pour la politique de Blanqui contre l'affreux petit Thiers »

Cependant, le nationalisme républicain de Péguy, qui s'exprime ici dans toute sa pureté, est ailleurs quelque peu altéré par « l'air du temps ». L'auteur du Mystère de la charité de Jeanne d'Arc est, depuis peu, revenu à la foi catholique, comme de nombreux intellectuels de cette période où le rationalisme scientiste cède de plus en plus de terrain. L'influence de Bergson en est une illustration : le retour en force de l'intuition, la vogue d'un certain anti-intellectualisme, vont de pair avec le renouveau spiritualiste. Il faudrait aussi évoquer le regain d'intérêt pour le service (au sens fort du mot) militaire. En 1913, le roman d'Ernest Psichari, L'Appel des armes, symbolise au mieux cette redécouverte de la « grandeur militaire » par une nouvelle génération bourgeoise. Le désir de « revanche », l'envie d'en découdre, deviennent explicites dans la correspondance de Péguy. En janvier 1912, il écrit à un ami : « J'ai passé une nuit fort agréable. J'ai rêvé toute la nuit qu'on mobilisait. » A un autre : « La gloire serait d'entrer dans Weimar à la tête d'une bonne section d'infanterie. » Quelques jours plus tard, à Alexandre Millerand, nouveau ministre de la Guerre : « Puissions-nous avoir sous vous cette guerre qui depuis 1905 est notre seule pensée ; non pas l'avoir seulement mais la faire »

« Air du temps », disions-nous. C'est qu'à partir de 1911 et l'affaire d'Agadir la tension monte encore dans les relations franco-allemandes. L'idée d'une guerre inévitable se répand. Les tendances pacifistes deviennent minoritaires. En 1913, la majorité de gauche à la Chambre ne peut empêcher l'élection de Poincaré, républicain de droite, à la présidence de la République ; le 7 août de la même année, la loi des trois ans (de service militaire) est votée. Au printemps, les radicaux et les socialistes ont beau remporter les élections : ils n'ont pu faire de l'abolition de la loi des trois ans leur programme commun... La dramatisation des

relations internationales, depuis 1905, a certainement contribué à la transformation des esprits, dont Péguy n'est qu'un illustre exemple. En 1912, Henri Massis et Alfred de Tarde avaient publié, sous le pseudonyme commun d' Agathon, une Enquête sur les jeunes gens d'aujourd'hui, qui révèle les tendances de la « nouvelle vague », et qui est confirmée par une série d'enquêtes analogues publiées par Le Temps, Le Gaulois, La Revue hebdomadaire, La Revue des Français. Plus tard, Henri Dartigue en fera la synthèse dans son livre : De l'état d'esprit de la jeunesse française avant la guerre -dont témoigne aussi le Jean Barois de Roger Martin du Gard. Cette nouvelle génération apparaît gagnée par le go de l'action ; elle révoque en doute l'anarchisme intellectuel, aspire à l'ordre, à la discipline ; demande à l'art un enseignement moral ; elle pratique le sport, fait l'éloge de l'aventure ; elle va à la messe et adhère aussi au culte de la nation.

Dans les années qui précèdent la guerre, la France est gagnée par un nationalisme diffus. Est-ce la revanche du nationalisme de droite, vaincu de l'affaire Dreyfus ? Oui et non. Oui, dans la mesure où les thèmes de ce nationalisme se sont répandus à travers les journaux et les livres ; où l'on en discerne l'influence dans les goûts du jour. Mais, comme en témoignent aussi bien Péguy que Clemenceau, l'élection de Poincaré à la présidence et le vote de la loi des trois ans, c'est aussi le nationalisme républicain, que le danger extérieur a réveillé. L'entrée en guerre des Français, le 3 août 1914, va en faire bientôt la démonstration. Barrès, en 1917, écrivant Les Diverses Familles spirituelles de la France, consacrera la réconciliation des ennemis de l'intérieur face à une « barbarie » aux multiples visages. « Le génie de la France, écrit-il, sommeillait sur un oreiller de vipères. Il semblait qu'il allât périr étouffé dans les nœuds dégoûtants de la guerre civile. Mais les cloches sonnent le tocsin, et voici que le dormeur se réveille dans un élan d'amour. Catholiques, protestants, israélites, socialistes, traditionalistes, soudain laissent tomber leurs griefs. » L'exclusion faisait place à la communion.

Le chapitre de l' « Union sacrée » est connu, il n'y a pas à s'y attarder. Sauf peut-être sur un point, sur un sujet d'étonnement : comment les socialistes, dont le chef est assassiné le 31 juillet 1914, comment les syndicalistes de la CGT, qui avaient, les uns et les autres, « déclaré la guerre à la guerre », promis la grève générale en cas de mobilisation du même nom, comment ces militants, ces révolutionnaires, en quelques jours, en quelques heures, se sont-ils retrouvés ce à ce avec leurs « ennemis de classe », pour la défense de la patrie ? Et comment, en dépit de la durée de la guerre, le mouvement ouvrier français a-t-il pu apporter jusqu'en 1918 son soutien à la défense nationale ?

Passons sur les événements de juillet 1914, sur l'impuissance de l'Internationale socialiste à mettre en œuvre un moyen efficace pour empêcher la guerre, et venons-en au principal : si les socialistes français ont participé à l'Union sacrée ou l'ont soutenue, c'est qu'en leur sein le nationalisme révolutionnaire et républicain vibré encore, après avoir été refoulé, dénoncé comme une idéologie de classe, attaqué dans tous les organes et dans tous les congrès du mouvement socialiste et syndicaliste. Signes avant-coureurs : Gustave Hervé, champion de l'antipatriotisme, avait, lors de sa dernière sortie de prison en 1912, évolué vers les positions d'un « socialisme national ». En cette même année 1912, le 16 décembre, la CGT avait déclenché une grève de vingt-quatre heures, en vue de « l'organisation de la résistance à la guerre » : ce fut un échec cuisant. Mais, dans les discours mêmes de ceux qui ont milité le plus ardemment pour la paix - Jaurès, Vaillant, Allemane, et tant d'autres -, on rencontre des traces non seulement d'amour patriotique, mais celles d'un véritable orgueil national. Les socialistes ont de bonnes raisons de vouloir défendre leur patrie : la France, à leurs yeux, reste le sanctuaire de la Révolution. Face à une Allemagne autocratique et agressive, la défense du territoire national devient un devoir sacré. Ce n'est qu'en 1914 que les socialistes arrivent à cette conclusion, mais leur jacobinisme n'a jamais cessé d'être un élément de leur doctrine. Les diverses familles socialistes ont été hostiles aux armées permanentes et au bellicisme des nationalistes, mais ceux mêmes qui se sont déclarés par défi « antipatriotes » se ralliaient pour la plupart à cette déclaration du député antimilitariste Avez : « On nous traite de "sans patrie", parce qu'entre les peuples nous ne voyons pas de frontières. . . ; néanmoins, si le territoire français était envahi, nous serions les premiers à défendre le pays qui a vu naître les principes de la Révolution, du progrès et de la civilisation 20 . » Jaurès, lui, récusant, dans L'Armée nouvelle (1911), le mot de Marx et d'Engels selon lequel « les ouvriers n'ont pas de patrie », déclare : « La patrie n'a pas pour fondement des catégories économiques exclusives, elle n'est pas enfermée dans le cadre étroit d'une propriété de classe. Elle a bien plus de profondeur organique et bien plus de hauteur idéale. Elle tient par ses racines au fond même de la vie humaine et, si l'on peut dire, à la physiologie de l'homme »

En 1905, lors de la première alarme, un anarchiste russe, Kropotkine, exprimait sans ambages la pensée profonde d'un socialisme français, dont l'internationalisme s'accordait fort bien avec la fierté nationale : « Si la France était envahie par les Allemands, je regretterais une chose : c'est qu'avec mes soixante ans passés, je n'aurais probablement pas la force de prendre le fusil pour la défendre ... Non pas comme soldat de la bourgeoisie, bien entendu, mais comme soldat de la Révolution [...] . Un nouvel écrasement de la France serait un

malheur pour la civilisation »

Déclin et contradictions

L'exaltation nationaliste va perdre progressivement sa raison d'être après la victoire. Le jacobinisme intraitable d'un Clemenceau, porté à la présidence du Conseil en 1917, a complété le nationalisme du républicain modéré Poincaré, président de la République de 1913 à 1920. Dans les années qui suivent la guerre, le nationalisme français reste encore sur le qui-vive : l'Allemagne doit payer, l'Allemagne doit réparer, car c'est elle qui a provoqué la guerre mondiale. Redevenu président du Conseil, soutenu par une Chambre bleu horizon qui entend faire appliquer les traités, Raymond Poincaré n'hésite pas à faire occuper la Ruhr, en 1923, pour amener le gouvernement allemand à résipiscence -malgré l'avis hostile des anciens Alliés britannique et américain. Mais, à partir de 1924, le Cartel des gauches, d'abord, la politique étrangère d'Aristide Briand ensuite, mettent un terme à l'attitude intransigeante qui a précédé. L'ère de la sécurité collective a commencé ; la paix devient un idéal universel, que chaque État doit servir de son mieux ; en 1926, l'Allemagne est admise à la Société des Nations et, deux ans plus tard, les représentants de quinze États signent à Paris le pacte Briand-Kellogg, proclamant solennellement la renonciation générale à la guerre. On se prend à rêver que l'humanité est entrée à tout jamais dans les temps de la paix, jusqu'au moment où la crise économique et les bouleversements politiques qui s'ensuivent vont faire resurgir de nouvelles agressivités nationalistes : au Japon, en Italie, en Allemagne. L'invasion de la Mandchourie par les Japonais en 1931 met fin aux illusions : les années trente vont se trouver sous la menace d'un nouveau conflit mondial, qui finit par éclater en 1939.

Tout au long de ces années dramatiques, nous assistons au déclin du nationalisme français, dans ses diverses composantes. C'est qu'alors la passion collective de la revanche n'a plus de raison d'être : les départements d'Alsace et de Lorraine ont été réintégrés au territoire national. La France n'a plus de revendication territoriale : les vainqueurs sont toujours pacifiques. Qui plus est, les Français ont tellement souffert de la Grande Guerre que leur nationalisme est sensiblement affaibli par un nouveau courant de pensée qui ne cesse de se nourrir à droite comme à gauche : le pacifisme. Un sentiment immédiat, quasi biologique, qui va bientôt servir la cause idéologique des camps antagonistes.

Le 24 novembre 1924, la médaille militaire était conférée à un de ces soldats inconnus, brave parmi les braves, témoin de cette piétaille héroïque qui avait su résister à la marée germanique. L'homme s'appelait Louis-Ferdinand Destouches, engagé volontaire en 1912, à l'âge de dix-huit ans. Grièvement blessé au bras droit et à la tête lors d'une mission accomplie

en Flandre occidentale, ce maréchal des logis d'un régiment de cuirassiers, qui venait d'être cité à l'ordre du jour de l'armée, n'avait pas fini de faire parler de lui. Comme beaucoup de ses camarades anciens combattants, lui qui avait fait la guerre dans un état d'esprit nationaliste allait en revenir radicalement pacifiste. Le même Destouches, devenu médecin entre-temps, publiait en 1932, sous un pseudonyme qui devait le rendre célèbre Céline-, un premier roman qui fut un coup de tonnerre dans la production littéraire de l'époque : Voyage au bout de la nuit. Son héros, Bardamu, pris dans le grand carnage de 14-18, exprime crûment ce pacifisme viscéral, devenu commun à tant de Français : « Moi, quand on me parlait de la France, je pensais irrésistiblement à mes tripes. »

Ce qui rend particulièrement intéressant et représentatif le pacifisme de Céline est qu'il bénéficie des louanges et de la gauche et de la droite. La presse d'extrême gauche, encore antimilitariste, fait un succès au Voyage, qui reçoit le prix Renaudot; la revue communiste Monde d'Henri Barbusse a été la première à défendre cet ouvrage sulfureux. Mais, à droite, dans Candide, Léon Daudet, d'Action française, tresse aussi un vibrant éloge du nouveau talent révélé. Cette convergence montre à quel point l'atmosphère des années trente est différente de celle de l'avant-guerre. Cependant, cinq ans plus tard, lorsqu'il publie son furieux pamphlet antisémite, Bagatelles pour un massacre, l'« anarchiste » Céline se classe résolument à l'extrême droite, qu'il achève de séduire.

Dans cet exemple littéraire, il est important d'observer la conjonction nouvelle du pacifisme et de l'antisémitisme -telle qu'elle va triompher dans le discours du nationalisme conservateur, entre 1935 et 1939. Ce nationalisme -de L'Action française à Gringoire, de Brasillach à Drieu La Rochelle -se tourne résolument, comme au temps de l'affaire Dreyfus, vers l'intérieur. La crise des années trente lui donne l'occasion de recommencer le procès du régime parlementaire, du socialisme -qui n'hésite pas à s'allier au communisme -et d'une manière générale le procès de la décadence dont la France est malade. Or, tandis qu'il faudrait raffermir l'Etat -soit par la restauration monarchique, soit par l'instauration d'une dictature fasciste -, la gauche, le Front populaire, les Juifs, voudraient, au nom de « l'antifascisme », entraîner le pays exsangue dans un nouveau conflit suicidaire. Cette guerre, disent tous les organes du nationalisme conservateur, est une guerre « juive », une guerre idéologique voulue par les Juifs, pour renverser Hitler. Ainsi, tandis qu'avant 1914 les Juifs étaient accusés par les antisémites de « trahir » la France, au profit de l'Allemagne, les voilà désormais coupables d'empêcher la bonne entente franco-allemande et de préparer une nouvelle guerre. Le nationalisme conservateur, en restant antisémite, met pour l'heure en sourdine son

antigermanisme et se découvre une nouvelle vocation pour la paix. Les « jeunes gens d'aujourd'hui » ne sont plus ceux d'hier : s'ils défilent encore devant la statue de Jeanne d'Arc, c'est pour montrer leur force à « l'ennemi intérieur » -le socialiste, le communiste, le « métèque», le franc-maçon, le « youpin» -plus que pour parer à une nouvelle invasion allemande.

Lors de cette débâcle du nationalisme conservateur face au danger hitlérien, on aurait pu espérer, par un effet de compensation, le bon usage d'un nationalisme républicain, déterminé à proclamer la patrie et la démocratie en danger, face aux conquérants nazis. De fait, on vit reprendre flamme, ici et là, la vieille ardeur jacobine contre la coalition des cours étrangères et des « émigrés de Coblençe». A dater de 1935, on découvre aussi un parti communiste, si antimilitariste jusque-là, qui se rallie sur les invites de Staline à une vigoureuse politique de défense nationale et ouvre son panthéon à tous ces héros républicains, distingués au champ d'honneur, au rang desquels Jeanne d'Arc, peut-être malgré elle, figure aux côtés des vaincus de l'An II. Maurice Thorez exalte la réconciliation du drapeau rouge et du drapeau tricolore : les précédents ne manquaient pas. Mais, malgré ce sursaut communiste et quelques autres revirements voisins, le pacifisme -avec toutes ces nuances -reste dominant sur la gauche, à l'heure de la reculade de Munich²⁵. De sorte qu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale, l'état d'esprit des Français était sensiblement modifié par comparaison avec la ferveur patriotique de 1914.

Révolution nationale et France libre

Au moment de Munich, un colonel français écrit à sa « chère petite femme chérie » : « L'argent allemand et la monnaie italienne ont coulé à flots ces jours-ci dans toute la presse française, surtout dans celle qui est dite "nationale" (Le Jour, Gringoire, Le Journal, Le Matin, etc.) pour persuader notre peuple qu'il fallait lâcher et le terroriser par l'image de la guerre. » Puis, au lendemain de la capitulation, le 1^{er} octobre 1938 : « Voici donc la détente. Les Français, comme des étourneaux, poussent des cris de joie, cependant que les troupes allemandes entrent triomphalement sur le territoire d'un Etat [la Tchécoslovaquie] que nous avons construit nous-mêmes, dont nous garantissons les frontières et qui était notre allié. Peu à peu nous prenons l'habitude du recul et de l'humiliation, à ce point qu'elle nous devient une seconde nature. Nous boirons le calice jusqu'à la lie » La lucidité du colonel de Gaulle - puisque c'est de lui qu'il s'agit -démontrait que tous les contemporains d'Agathon (de Gaulle, saint-cyrien, avait 21 ans en 1911) n'étaient pas résignés à la soumission. Moins de deux ans plus tard, l'aventure gaulliste commençait.

Les années 1940-1944 ont complètement bouleversé l'histoire du nationalisme français. Tandis que le vieux nationalisme jacobin a pu inspirer une partie de la Résistance intérieure -mais sans faire l'unanimité d'une gauche, dont le pacifisme intégral a poussé un certain nombre de représentants au ralliement à Vichy, voire à la collaboration avec l'occupant-, le nationalisme conservateur entonna son chant du cygne. Dans la logique de l'antidreyfusisme et du nationalisme munichois : l'intérieur d'abord ! Le changement de régime comme priorité ! La Révolution nationale du maréchal Pétain s'isole volontairement du monde en guerre et veut reconstruire les institutions et la société française, selon les principes de la tradition antirépublicaine, antiparlementaire et antisémite. Cela signifie, en fait, non seulement l'acceptation de la défaite -alors que l'allié britannique continue seul la lutte-, mais surtout une collaboration d'Etat avec l'Allemagne hitlérienne et une lutte idéologique et militaire contre ceux des Français qui s'organisent dans la Résistance et la France libre pour continuer le combat. Nationalisme paradoxal s'il en fut que celui de ces gens élevés dans la haine de l'Allemagne et préférant en définitive le nouvel ordre européen de Hitler au rétablissement de la République : « Si les Anglo-Américains devaient gagner, disait encore Maurras en 1944, cela signifierait le retour des francs-maçons, des Juifs et de tout le personnel politique éliminé en 1940 »

Mais tous les nationalistes de la génération d'Agathon ne tombèrent pas dans l'impasse de la Révolution nationale, puisque c'est l'un d'eux, Charles de Gaulle, qui devait incarner l'esprit de la France libre. Sa formation intellectuelle mais aussi les circonstances (voir, ci-dessus, ce qu'il dit de la « presse nationale » au moment de Munich) placent de Gaulle « au-dessus des partis ». Son nationalisme, comme l'a dit Jean Touchard, est « un nationalisme syncrétique, un nationalisme d'amalgame qui incorpore dans une même synthèse tous les âges et toutes les formes du nationalisme français²⁸ ». Toutes les formes, sans doute, aussi bien celles du nationalisme républicain conservateur -mais non tous les contenus . En particulier, on ne trouvera chez lui ni la xénophobie ni l'antisémitisme des Barrès et des Maurras ; de ce point de vue, son nationalisme serait plus proche de celui d'un Péguy ...

« Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de la France. Le sentiment me l'inspire aussi bien que la raison. Ce qu'il y a, en moi, d'affectif imagine naturellement la France, telle la princesse des contes ou la madone aux fresques des murs, vouée à une destinée éminente et exceptionnelle. J'ai, d'instinct, l'impression que la Providence l'a créée pour des succès achevés ou des malheurs exemplaires. S'il advient que la médiocrité marque, pourtant, ses faits et gestes, j'en éprouve la sensation d'une absurde anomalie, imputable aux fautes des

Français, non au génie de la patrie. Mais aussi, le côté positif de mon esprit me convainc que la France n'est réellement elle-même qu'au premier rang [...]. Bref, à mon sens, la France ne peut être la France sans la grandeur. »

Cet extraordinaire morceau d'anthologie par lequel s'ouvrent les Mémoires de guerre montre bien à quelle génération appartient de Gaulle : celle de « 14-18 ». Son nationalisme, à la fois synchrétique et épuré, aura été le dernier à occuper le pouvoir sans masque. Mais, par un singulier paradoxe, dans les deux temps les plus forts de sa carrière, le nationaliste de Gaulle comptera parmi ses adversaires les plus acharnés à le perdre ... d'autres nationalistes . Les premiers sont ceux de la Révolution dite nationale et de la Collaboration. Comme eux, sinon sur les mêmes bases, de Gaulle avait en vue le remplacement de la république parlementaire par un régime plus autoritaire et surtout plus efficace. Mais, contrairement à eux, en bonne logique nationaliste, il lui parut nécessaire de parer au plus pressé : la victoire militaire sur un ennemi engagé dans une guerre mondiale. Après quoi, l'on pourrait passer à la réforme des institutions. Pour cela, il dut attendre 1958, faire plusieurs faux pas, traverser son « désert » ... et être servi par les circonstances autant que par les réseaux de ses fidèles. Du moins, à l'inverse des maurrassiens, mais avec une bonne dose de cet « empirisme organisateur » pré par Maurras, il réussit son œuvre par étapes, sans mettre la charrue devant les bœufs.

La guerre d'Algérie le ramène au pouvoir et bientôt l'entraîne dans un nouveau face à face avec d'autres nationalistes -ceux qui ont confondu la cause de la nation française avec celle de la présence du même nom à maintenir coûte que coûte en Algérie. Comme si la France avait eu besoin à sa tête, pour achever la décolonisation, du plus indiscutable des nationalistes. Il fallait transférer la puissance des valeurs et des symboles nationaux attachés à la colonisation dans une autre entreprise : le redressement de l'Etat, celui de la monnaie, celui de la diplomatie ... En quelques années, l'opération est réussie. Loin d'affaiblir sa position dans le monde, l'indépendance de l'Algérie permet à la France gaullienne de rétablir le respect du drapeau tricolore à travers les continents. Mieux : se ressourçant à ses origines, le nationalisme gaullien se fait, partout dans le monde et jusqu'au Québec, le champion de l'indépendance nationale, contre les deux « super-grands ». Quoi qu'on pense de cette politique extérieure, aux résultats peut-être plus symboliques que concrets, il faut admettre que la France des années soixante, enfin en paix, en pleine expansion économique, tenant la dragée haute au « protecteur » américain, a éprouvé une fierté nationale -à droite comme à gauche -dont les points de comparaison sont fort éloignés dans le temps. Mais le nationalisme

du général de Gaulle était frappé d'obsolescence ; les mots qu'il employait ne sonnent plus juste aux oreilles des nouvelles générations ; lui parti, aucun de ses successeurs à l'Elysée n'osera plus reprendre son discours -comme si le nationalisme du Général n'avait eu pour mission que de remettre, avec un langage archaïque, la France à l'heure de son temps.

Métamorphoses

Il est légitime de se demander, en effet, si le nationalisme a encore un avenir dans la France d'aujourd'hui. Comme sentiment, ce n'est pas douteux. Un sondage de la SOFRES, publié par L'Expansion en mai 1983, montrait que les symboles nationaux -La Marseillaise, le 14 Juillet, le drapeau tricolore -« gardaient la même valeur » pour 70 % des personnes interrogées. D'autre part, les mutations économiques et leurs conséquences sociales ont largement contribué à réveiller les vieux démons du nationalisme conservateur, dont la xénophobie et le racisme, qui, malgré leurs euphémismes, n'en sont pas moins d'actualité.

Cependant, le nationalisme français apparaît de moins en moins comme un projet politique sérieux. Les néo-gaullistes eux-mêmes deviennent « européens ». C'est que l'espace français -espace territorial, potentiel démographique, puissance économique -paraît trop étroit au regard des espaces américain, soviétique ou chinois. De sorte que le nationalisme français se trouve menacé par le haut : par l'intégration de la France dans un ensemble qui la dépasse. Les structures en existent déjà : Union européenne, OTAN, etc. Cet ensemble transnational peut présenter plusieurs cas de figure. Deux principalement. Le premier est l'Occident, ou « monde libre », qui se définit par un certain nombre de valeurs communes, exprimées à travers les institutions des démocraties libérales. Le second, plus limité, est celui d'une Europe unifiée, du moins l'Europe libérale. Il est notable que le nationalisme conservateur a tendance aujourd'hui à élargir son horizon aux dimensions européennes. La Nouvelle Droite, foncièrement hostile à l'« Occident », farouchement antiaméricaniste, exalte un nationalisme européen dont elle inventorie les origines, non plus dans le monde méditerranéen, latin et classique de l'Action française, mais dans le mythe indoeuropéen. Déjà, le relais européen avait été prévu par le barrésien Drieu La Rochelle, et quelques autres nationalistes convertis à l'ordre nouveau des années quarante.

Parallèlement, le nationalisme français est défié par en bas, c'est-à-dire par les mouvements de revendication indépendantiste, dont la Bretagne, la Corse, le Pays basque, voire l'incertaine Occitanie, sont les théâtres, à des degrés divers. Peut-être faut-il considérer que l'élargissement territorial des sentiments « nationalistes » favorise, dialectiquement, les éruptions régionalistes ? Dans le sondage de L'Expansion cité plus haut, 43 % des Français

interrogés considéraient les mouvements autonomistes comme « une menace sérieuse pour l'unité de la France ». Voué à l'extension d'un côté, à l'écartèlement de l'autre, le nationalisme traditionnel paraît aujourd'hui dépourvu de perspective politique - quand bien même la conscience d'être français résiste à l'uniformisation des modes de vie et de culture, de Vienne à San Francisco.

Nationalisme ouvert, nationalisme fermé

Si l'on veut bien dépasser l'inévitable *distinguo* droite-gauche, nationalisme républicain-nationalisme conservateur, on peut observer que la France a été le théâtre de deux sortes de nationalismes, qui ont pu s'exprimer parfois dans le même courant politique, dans la même bouche, sous la même plume : les circonstances en décidaient. Il me semble que la France a connu un nationalisme ouvert et un nationalisme fermé. Nationalisme ouvert : celui d'une nation, pénétrée d'une mission civilisatrice, s'auto-admirant pour ses vertus et ses héros, oubliant volontiers ses défauts, mais généreuse, hospitalière, solidaire des autres nations en formation, défenseur des opprimés, hissant le drapeau de la liberté et de l'indépendance pour tous les peuples du monde. Ce nationalisme-là, on en retrouve l'esprit et l'enthousiasme jusque dans l'œuvre coloniale. Aux yeux d'un Jaurès, adversaire de l'impérialisme, la colonisation française n'était pas perverse en soi : elle contribuait à civiliser, elle était une étape du progrès humain, pourvu qu'elle soit convaincue de ce devoir. De cette conviction, on retrouve la trace dans le nationalisme de certains officiers attachés à défendre coûte que coûte l'Algérie française. Les choses ne sont pas si simples, et il faut se garder, ici comme ailleurs, des dichotomies trop faciles. A un Michelet républicain, on pourrait sans mal opposer un Michelet antimoderne, réactionnaire ; un Barrès, inspirateur des écrivains fascistes, a pu être lu par des résistants comme une leçon d'énergie nécessaire à la lutte antifasciste ; de Péguy, à la même époque, on tirait un enseignement réactionnaire et maréchaliste, ici, et un encouragement contre le pétainisme, ailleurs ; aussi bien, le culte des mêmes héros se pratiquait chez les militants de la Révolution nationale et dans les maquis : Jeanne d'Arc en sait quelque chose. Le corpus traditionaliste et le corpus jacobin ont parfois produit conjointement ce nationalisme ouvert. Nationalisme néanmoins, et pas simple patriotisme : celui-ci se définirait comme l'attachement naturel à la terre de ses pères (étymologiquement), tandis que celui-là fait de sa propre nation une valeur suprême, moyennant un légendaire éloigné, peu ou prou, des réalités historiques. Nationalisme, oui. Mais ouvert aux autres peuples, aux autres races, aux autres nations -et point crispé sur« la France seule».

Un autre nationalisme (celui de « la France aux Français ») resurgit périodiquement, au moment des grandes crises : crise économique, crise des institutions, crise intellectuelle et morale ... Boulangisme, affaire Dreyfus, crise des années trente, décolonisation, dépression économique, notre his.toire retentit de ces périodes et de ces événements dramatiques au cours desquels un nationalisme fermé présente ses successifs avatars comme un remède. Un nationalisme clos, apeuré, exclusif, définissant la nation par l'élimination des intrus : Juifs, immigrés, révolutionnaires ; une paranoïa collective, nourrie des obsessions de la décadence et du complot. Une focalisation sur l'essence française, chaque fois réinventée au gré des modes et des découvertes scientifiques, qui font varier l'influence gauloise et l' influence germanique, l'apport du Nord et l'apport de la Méditerranée, le chant des bardes et les vers des troubadours. Ce nationalisme-là est vécu comme la passion de l'or chez le père Grandet : c'est un trésor à protéger contre tous ceux -innombrables -qui le convoitent. Un nationalisme qui, au lieu de représenter la nation, n'est plus que l'expression d'un clan décidé à en finir avec les institutions démocratiques et à nettoyer la France de ce qui a fait sa diversité, sa richesse. On peut lire dans les expressions successives de ce nationalisme obsidional les résistances aux manifestations successives de la modernité : la peur de la liberté, la peur de la civilisation urbaine, la peur de l'affrontement avec l'Autre sous toutes ses formes.

Depuis le petit matin de Valmy, le nationalisme français n'a cessé de charrier le meilleur et le pire. Quand Ernest Lavisse enseignait que « la France est la plus juste, la plus libre, la plus humaine des patries », on pouvait toujours mettre en doute le résultat de cette compétition imaginaire entre les nations ; du moins, cette illusion flatteuse obligeait : l'orgueil pouvait se faire serviteur de la vertu. Mais quand la France idéale n'est plus qu'un repli, qu'un racornissement, qu'un raccourcissement d'humanité sur un Moi chiche et jaloux, le nationalisme qui en défend la généalogie et la « pureté » chimériques devient une de ces passions françaises, dont notre histoire contemporaine est sortie meurtrie -si elle en est sortie.

Car on peut redouter que l'état de crise où nous vivons depuis le milieu des années soixante-dix ne recrée les conditions d'une nouvelle flambée nationaliste. Au nationalisme ouvert du général de Gaulle -celui des années soixante -succèdent, en effet, les ténébreuses incantations du nationalisme fermé. Le déclin démographique de la France et de l'Europe, la contrainte des mutations économiques sur le marché de l'emploi, l'achèvement des grands mouvements de sécularisation et d'urbanisation entamés à la fin du XIXe siècle, ce sont là autant de facteurs anxiogènes dans une population frappée par le chômage (ou la peur du chômage), dépourvue de structures protectrices (la communauté villageoise, l'Église, la famille

patriarcale) et en mal de projet collectif.

La grande débâcle en cours des utopies de gauche ajoute encore à l'insécurité psychologique. La peur de l'avenir risque, à nouveau, de favoriser les éloquents tribuns du simplisme politique autant que les prophètes de malheur. La tentation est alors, pour beaucoup, de dénoncer les agents du mal dans tout ce qui vient d'ailleurs ; de convoiter le retour aux sources nationales comme unique solution de salut. Certes, la question de l'identité « nationale » est posée : française, européenne, occidentale... ? Mais, quelle que soit la réponse, ceux qui veulent à tout prix la préserver, la protéger, l'immuniser, participent d'une même attitude défensive, en dépit de l'agressivité de leur vocabulaire. La classe politique -les politiciens professionnels - tombe, comme hier, sous l'accusation de trahison : qu'ils soient libéraux, socialistes ou communistes, les hommes politiques sont suspectés de comploter la dissolution du Moi national dans le brassage général des peuples et des civilisations. L'expression de cette hantise, telle qu'un Jean-Marie Le Pen ou un Jean Cau en témoignent 30, rencontre l'adhésion de trop de gens pour qu'on puisse la négliger. Elle est le signe, depuis la fin du XXe siècle, d'un nouveau malaise dans notre civilisation. L'historien de l'avenir pourra seul en mesurer la portée. L'historien d'aujourd'hui peut toujours en rappeler les antécédents et en cerner par comparaison la causalité; c'est peut-être déjà, faute de mieux, contribuer à élucider un phénomène inquiétant.

Les nationalismes proposent des solutions simplistes à des questions parfois réelles. Car la définition de notre identité collective et de notre communauté culturelle, la place des Français et des Européens dans un monde en déséquilibre démographique accru, la sécurité des citoyens et son corollaire -la confiance mutuelle entre les habitants d'un même pays-, c'est l'actualité qui en fait des questions prégnantes. Les réponses du nationalisme sont caricaturales et dangereuses ; elles risquent d'être encore plus dangereuses que caricaturales si les autres familles, libérales ou démocrates, restent sourdes aux désarrois qu'elles manifestent ou impuissantes à y répondre.

Notes

1. L'Histoire, n° 73, décembre 1984.
2. Charles Péguy, « Les élections », in Œuvres en prose 1898-1908, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1959, p. 1311. Seuls les lieux d'édition autres que Paris sont indiqués.
3. Voir Raoul Girardet, Le Nationalisme français 1871-1914, Éd. du Seuil, « Points Histoire », 1983, p. 8 et 9.
4. Cité par Jacques Godechot, La Pensée révolutionnaire 1780-1799, Colin, 1964, p. 122. C'est nous qui soulignons.
5. Michelet, Le Peuple, 1846, p. 276-278.
6. Philippe Darriulat, Les Patriotes. La gauche républicaine et la nation 1830-1870, Éd. du Seuil, 2001.
7. « On ne saurait trop le répéter, la révolution de Paris ne fut que le contrecoup du faux combat livré par les hommes du 4 septembre à l'ennemi national » (Jules Andrieu, Notes pour servir à l'histoire de la Commune de Paris en 1871, Payot, 1971, p. 107).
8. Cité par Pierre Barral, Les Fondateurs de la Troisième République, Colin, 1968, p. 206.
9. Paul Déroulède, Qui vive ? France ! « Quand même », Notes et Discours 1883.1910, 1910, p. 254.
10. Voir Michel Winock, La Fièvre hexagonale. Les grandes crises politiques 1871.1968, Éd. du Seuil, « Points Histoire », 1987.
11. Voir Philippe Levillain, Boulanger, fossoyeur de la monarchie, Flammarion, 1982.
12. Paul Déroulède, le 23 février 1899, à l'occasion des funérailles du président Félix Faure, avait tenté d'entraîner le général Roget à marcher sur l'Élysée. Malgré son acquittement par le jury de la Seine, Déroulède, de nouveau arrêté, est condamné par la Haute Cour à dix ans de bannissement.
13. Voir Jean-Pierre Rioux, Nationalisme et Conservatisme, la Ligue de la patrie française 1899-1904, Beauchesne, 1977.
14. C'est le reproche qu'on peut adresser au livre de Zeev Sternhell, Maurice Barrès et le Nationalisme français, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1972: d'avoir trop systématisé une pensée qui ne l'était pas.
15. Maurice Barrès, Scènes et Doctrines du nationalisme, Plon, 1925, p. 8.
16. Maurice Barrès, Mes cahiers, Plon, 1929, I, p. 114.
17. Cité par Jacques Paugam, L'Âge d'or du maurrassisme, Denoël, 1971, p. 117.
18. Charles Péguy, L'Argent Suite, in Œuvres en prose complètes, Gallimard, « La Pléiade », 1992, t. III, p. 924-925.
19. Citations empruntées à Éric Cahm, Péguy et le Nationalisme français, Cahiers de l'Amitié Charles-Péguy, n°25, 1972, p. 116-118.
20. Voir Michel Winock, « Socialisme et patriotisme en France 1891-1894 », Revue d'histoire moderne et contemporaine, t. XX, juil.-septembre 1973.
21. Jean Jaurès, L'Armée nouvelle, 1911, Éditions sociales, nle éd., 1977, p. 326.
22. Cf. Michel Winock, art. cité.
23. La thèse d'Antoine Prost sur Les Anciens Combattants et la Société française 1914-1939 (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, 3 vol.) a démontré le pacifisme dominant des organisations d'anciens combattants dans la France de l'entre-deux-guerres.
24. Voir Frédéric Vitoux, La Vie de Céline, Grasset, 1988, et Jacqueline Morand, Les Idées politiques de Louis-Ferdinand Céline, Librairie générale de droit et de jurisprudence Pichon et Durand Auzias, 1972, p. 192.
25. Voir Michel Winock, « L'esprit de Munich », dans Les Années trente, Éd. du Seuil, « Points Histoire », 1990.
26. Charles de Gaulle, Lettres, Notes et Carnets, 1919-juin 1940, Plon, 1980, p. 474.476.
27. Cité par Eugen Weber, L'Action française, Stock, 1964.
28. Jean Touchard, Le Gaullisme 1940-1969, Éd. du Seuil, « Points Histoire », 1978, p. 299.
29. Sur la Nouvelle Droite, voir surtout Pierre-André Taguieff, « La stratégie culturelle de la Nouvelle Droite en France, 1968-1983 », dans Vous avez dit fascismes ?, Arthaud-Montalba, 1984.
30. Jean-Marie Le Pen, « Le Front national », et Jean Cau, « Réflexions sur la décadence », dans Jean-Pierre Apparu, La Droite aujourd'hui, Albin Michel, 1979.